



*Je suis convaincu, qu'une bonne politique de la formation est à la base d'une politique économique réussie, qui est aussi favorable à l'intégration.*

*Pour que chacun puisse vivre de son emploi, il faut une qualification adéquate.*

*Pour moi cela signifie, qu'il faut investir plus encore dans nos enfants et nos adolescents. Nous devons bien les préparer à faire face aux défis futurs et de les qualifier en conséquence.*

*„Investir et bien préparer“ signifie pour moi, que nous renforçons spécifiquement les bonnes bases de notre système de formation.*

- 1. Le premier objectif est d'assurer que tous nos élèves ont les mêmes opportunités éducatives – indépendamment de leur situation personnelle ou sociale.*
- 2. Le second objectif est d'assurer un niveau d'éducation minimale pour tous les élèves.*
- 3. Le troisième objectif est de fournir des ressources financières suffisantes pour les enseignants, qui sont les responsables de la formation.*

*Les attentes des parents, des responsables économiques et universitaires sont élevées et divergent de plus en plus. De sorte que la confiance envers l'enseignement public souffre dans certains milieux.*

*A mon avis aussi, il est problématique qu'en Suisse, qui est un petit pays, nous n'avons pas réussi à nous mettre d'accord sur un système éducatif commun.*

*Les différences d'un canton à l'autre sont énormes. Dans ce domaine la Finlande a une longueur d'avance sur nous. Chaque enfant jusqu'à l'âge de trois ans a droit à une place à la crèche.*

*Et ceci sur une base volontaire. Des garderies maternelles prennent en charge les enfants jusqu'à l'âge de six ans.*

*La scolarité obligatoire de l'école unique commence lorsqu'un enfant a atteint l'âge de sept ans et dure neuf ans en tout.*

*Cela veut dire, que les parents finlandais trouvent le même système éducatif et les mêmes conditions de bases pour leurs enfants dans l'ensemble du pays.*

*Selon une prise de position de l'organisation faîtière Suisse des enseignants de 2017, des études indiquent que les élèves sont systématiquement défavorisés ou privilégiés, selon leur situation socio-économique ou leur origine socioculturelle. Dans les cantons avec une école secondaire à trois ou quatre divisions cette tendance est encore plus prononcée.*

***J'ai la conviction ferme, que tous des élèves Suisses doivent avoir les mêmes conditions et les mêmes chances scolaires, indépendamment de leur domicile.***

*En Suisse, nous avons de bonnes écoles et universités. Et pourtant, un potentiel important reste inexploité.*

*Pendant les dernières années l'égalité des chances sociales n'a pas augmentée, mais elle a hélas diminuée.*

*Le changement technologique et social ainsi que l'évolution rapide dans le domaine du travail nécessitent de nouvelles méthodes d'enseignement. De plus, il faut réfléchir à une éducation permanente, tout au long de notre vie.*

*Je vais décrire les défis et les solutions „pour une bonne formation pour toutes et tous“ dans le dix domaines suivants:*

- 1. Il n'est pas acceptable, que des enfants soient, dès la première classe primaire, désavantagés à cause de leurs mauvaises connaissances de la langue d'enseignement. C'est pourquoi l'encouragement précoce, qui se pratique par exemple dans le canton de Bâle-Ville, doit être généralisé dans toute la Suisse.***

*Je me réjouis tout particulièrement que depuis quelques semaines le soutien précoce et le ,modèle Bâlois' est l'un des sujets principaux dans nos médias nationaux.*

*Moi-même et le PS Bâle-Ville ont soutenus l'encouragement précoce depuis des années, lorsque seuls les milieux spécialisés s'en occupaient, et le sujet n'intéressait pas en dehors.*

- 2. Il n'est pas acceptable, que des adolescents soient désavantagés, parce que leurs parents n'ont pas les moyens de les soutenir lorsqu'ils font leurs devoirs ou préparent leurs examens.*

***Par conséquent la Confédération doit - à l'aide d'un mandat d'instruction publique exhaustif - soutenir les Cantons à introduire des écoles à horaire continu pour tous les élèves.***

- 3. Il n'est pas acceptable, que des adolescents ne disposent pas de compétences des bases minimales après avoir achevé l'école primaire et surtout à l'issue de leur scolarité obligatoire. Aucun enfant ne doit être abandonné!*

*En Suisse, 11 % des enfants n'ont pas d'accès à une éducation consécutive à l'issue de leur scolarité obligatoire. À Bâle ce groupe atteint même 20 %. Un chiffre clairement trop élevé.*

*Pour assurer que tous les élèves atteignent ces standards minimaux, le système scolaire doit avoir des passerelles entre les divers niveaux scolaires. Il faut un accompagnement personnalisé lors de la transition d'un niveau à l'autre ainsi qu'une possibilité de formation transitoire adapté. Le but des standards minimaux n'est justement pas de stigmatiser les enfants ou adolescents, qui ne les atteignent pas. Mais de les soutenir d'avantage.*

***Dès lors, il est clair que des standards minimaux doivent être systématiquement mis en œuvre dans toute la Suisse, à l'aide d'une for-***

**mation transitoire adaptée et grâce à un accompagnement pédagogique individuel des élèves.**

4. *Il n'est pas acceptable, que des adolescents handicapés ou avec certains déficits, mais avec un potentiel disponible, ne parviennent pas à faire leur entrée dans la vie professionnelle, parce qu'ils ne trouvent pas de place de formation adaptée. **Pour cette raison, les entreprises formatrices, qui s'engagent socialement, doivent être soutenues d'avantage.***
5. *Les adultes sans formation professionnelle peuvent rencontrer de sérieux problèmes sur le marché du travail, s'ils perdent leur emploi. Il n'est pas acceptable qu'une personne de trente ans n'ait pas de formation professionnelle minimale, comme par exemple une attestation fédérale.*

**Par conséquent, l'offre de formation de rattrapage doit être renforcée dans toute la Suisse.**

6. *Il n'est pas acceptable, que des jeunes gens motivés, qui n'ont que faiblement bénéficié des dépenses publiques d'éducation, renoncent à entamer une formation complémentaire ou supplémentaire après le terme de leur formation professionnelle.*

**Par conséquent la Fédération et les Cantons doivent promouvoir l'éducation continue pour les personnes à revenus modestes et proposer des programmes de ,fitness digitale' pour les salariés.**

**Un système de bon pour la formation continue doit être créé en collaboration avec les associations professionnelles. Car ce sont ces associations, qui savent quels formations continues valent la peine d'être soutenues.**

*Une véritable offensive de la formation continue aiderait aussi les salariés plus âgés, qui ont de plus en plus de difficultés sur le marché du travail.*

7. *Il est absurde que des salariés travaillent pendant 45 heures par semaines, et même plus, et qu'ils fassent régulièrement des heures supplémentaires, pendant que d'autres ne trouvent pas d'emploi.*  
***Il faut mieux répartir le travail disponible! Il faut des concepts pragmatiques pour réduire les heures supplémentaires. La durée de travail doit être réduite à moins de 40 heures par semaine.***
8. *Il est inacceptable, qu'on recrute des dizaines de milliers de spécialistes médicaux et autres, originaires de pays étrangers, pendant que les jeunes, qui vivent en Suisse, n'ont que des possibilités réduites à étudier dans certaines branches.* ***Par conséquent notre pays doit former suffisamment de propres médecins. Pour cela, il faut plus de places d'études en médecine et dans les autres secteurs concernés.***
9. *Il est inacceptable, que des jeunes soient empêchés de choisir une formation ou de poursuivre des études parce qu'ils n'en n'ont pas les moyens financiers. Pendant les dernières années, les bourses d'études ont été réduites, en même temps le coût de vie et les frais d'enseignements ont continuellement augmentés.* ***De ce fait il faut créer plus de bourses d'études, encourager la formation professionnelle continue et maintenir les frais d'enseignement au niveau actuel, donc à moins de Fr 1000.- par semestre.***
10. *Il est inacceptable, que des spécialistes hautement qualifiés, qui ont suivis leur conjoint ou conjointe en Suisse, doivent attendre des années, voire même des décennies, pour travailler dans leur domaine professionnel, parce que leurs diplômes ne sont pas reconnus en Suisse ou jugés non-équivalents. Ils se retrouvent alors comme barman ou secrétaire et durcissent la concurrence vers le bas*  
***Il faut de meilleures possibilités pragmatiques pour reconnaître les diplômes – par exemple par rattrapage de cours et d'examens – et***

***des programmes spécialisés pour mieux développer les potentiels de la main-d'œuvre immigré.***

***Quelques mots sur la digitalisation – et de ses effets sur le marché du travail.***

*Une chose est claire – si nous voulons exploiter la digitalisation pour le bénéfice de tous, nous devons avant tout investir dans le système dual de formation professionnelle. En Suisse il faut le développer constamment, il faut promouvoir l'éducation continue et mieux répartir le travail existant.*

*Si l'état encourage la formation continue, cela sert aux salariés et les PME en profitent aussi. Car les entreprises n'ont pas toujours les moyens de financer les formations suivies des employés.*

*La politique éducative et formative est de moins en moins un thème cantonal. Nous avons donc besoin d'une stratégie éducative nationale pour – ***l'encouragement précoce – les standards minimaux – le soutien de la formation continue. Nous en avons besoin dans toute la Suisse, de Genève à Rorschach et de Bâle à Chiasso!****

*Notre engagement commun est nécessaire dans le cadre d'un développement technologique et social si rapide. Car il faut tirer profit des opportunités au bénéfice de toutes et tous.*

*La politique de la formation est un excellent moyen de gérer la vie professionnelle de demain. ***Et d'assurer que tous aient un emploi satisfaisant et profitable après-demain!****